

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 29/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Société COURBIS SMART POLYMERS**

14 rue Marie Curie – BP 251  
26100 Romans-Sur-Isère

Référence : 20250926-RAP-DAEN1061

Code AIOT : 0006107004

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/08/2025 dans l'établissement COURBIS SMART POLYMERS implanté 14 rue Marie Curie BP 251 26100 Romans-sur-Isère. L'inspection a été annoncée le 11/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La substance 2,2'-dichloro- 4,4'-méthylènedianiline (MOCA) (N°CE: 202-918-9, N°CAS: 101-14-4) est inscrite à l'annexe XIV du règlement REACH du fait de sa propriété intrinsèque de cancérogénicité de catégorie 1B (H350). Cette substance est également décrite par une classification harmonisée qui la classe comme dangereuse pour le milieu aquatique (H400 toxicité aiguë de catégorie 1, H410 toxicité chronique catégorie 1) et avec une toxicité aiguë de catégorie 4 par ingestion (H302).

Depuis le 22 novembre 2017, la MOCA est interdite d'utilisation au titre du règlement REACH sauf aux entreprises ayant déposé un dossier d'autorisation auprès de la Commission européenne et de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) avant la date du 22 mai 2016.

La Commission a octroyé une décision d'autorisation C(2023)7462 le 15/11/2023 à un consortium d'entreprises dont Courbis Smart Polymers est adhérent. Ainsi, la société Courbis Smart Polymers a participé (avec onze autres entreprises) à l'élaboration du dossier de demande d'autorisation et en particulier l'identification des scénarios d'exposition générés par l'utilisation de la MOCA (travailleur, environnement et population), lors de chacune des étapes du procédé de fabrication

du polyuréthane PU par coulage à chaud.

[https://echa.europa.eu/fr/applications-for-authorisation-previous-consultations/-/substance-rev/67806/del/200/col/synonymDynamicField\\_1512/type/asc/pre/3/view](https://echa.europa.eu/fr/applications-for-authorisation-previous-consultations/-/substance-rev/67806/del/200/col/synonymDynamicField_1512/type/asc/pre/3/view)

Le document « Rapport sur la sécurité chimique » (CSR) reprend l'ensemble des scénarios d'exposition (SE) et les mesures de gestion des risques (MMR) que les 12 entreprises se sont engagées à respecter dès le dépôt du dossier, en attente de la conclusion de la Commission européenne.

<https://echa.europa.eu/documents/10162/46fb4f7e-0892-9ccd-f5de-3345ae9376f7>

Par ailleurs, dès le 02/08/2022, et avant la publication de l'autorisation C(2023)7462, le Comité d'Évaluation des Risques (RAC) et le Comité d'Analyse Socio Economique (SEAC) ont rendu public leur avis définitif sur les MMR proposées et les améliorations envisagées par les sites industriels.

<https://echa.europa.eu/documents/10162/5587a9a1-0ee5-74e4-8895-ea0225a35751>

Ainsi, la société Courbis Smart Polymers est actuellement titulaire d'une autorisation d'utilisation de la substance MOCA au titre du règlement REACH depuis le 15/11/2023 et doit respecter les prescriptions de cette autorisation, y compris les investissements demandés.

L'inspection du 02/07/2024 et la présente inspection avaient pour objet le contrôle de ces prescriptions.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COURBIS SMART POLYMERS
- 14 rue Marie Curie BP 251 26100 Romans-sur-Isère
- Code AIOT : 0006107004
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Courbis Smart Polymers est spécialisée dans la production par moulage de pièces techniques en résine synthétique, en particulier en polyuréthane PU. Le site est classé SEVESO seuil haut pour le stockage et l'utilisation de MOCA. Le site travaille pour plusieurs secteurs de l'industrie et de l'off-shore.

La MOCA est manipulée sous forme solide et utilisée comme durcisseur. Elle permet aux pièces fabriquées d'atteindre les caractéristiques mécaniques désirées. Cette substance est classée dangereuse pour l'environnement et cancérogène.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection spécialisée « produits chimiques »

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Délais
2	NC2 2022 – Transport et entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 5.3.4.1.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois
3	NC 2023-B4 – Absence de matérialisation de zone de sécurité	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 6.5.1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Délais
4	NC 2023-B3 – Récipient du système d'extinction du stockeur MOCA	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
7	REACH : Respect des MMR (CO) – Respect de l'autorisation REACH et du CSR	Règlement européen du 18/12/2006, article 56.2 et 60.9 d) et f)	Avec suites, Mise en demeure, produits chimiques	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	01/01/26
8	REACH : Modification des installations	Règlement européen du 18/12/2006, article 56.2 et 60	Avec suites, Mise en demeure, produits chimiques	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	01/01/26
9	AIR : Contrôle des émissions atmosphériques de polluants	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.6 et 3.7	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	01/01/26
10	Situation administrative	AP Complémentaire du 24/08/2022, article 1er	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	01/01/26
11	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 et 50	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	01/01/26
12	Solvants : plan de gestion	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

<sup>(1)</sup> Les justificatifs relatifs à la mise en œuvre des actions correctives sont à transmettre à l'inspection ***uniquement dans le cas où la demande suivante apparaît dans le tableau « Demande de justificatif à l'exploitant »***. Pour les autres demandes d'actions correctives, les justificatifs sont à tenir à la disposition de l'inspection et pourront faire l'objet d'un contrôle ultérieur.

Les justificatifs correspondent à tout élément permettant de prouver le retour à la conformité de l'écart relevé lors de la visite (explicatifs, documents, photographies, etc).

Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	NC2 2023 – Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	FDS : Conformité de la FDS reçue	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, Annexe II	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	REACH : Mesures de gestion des risques et conditions opératoires	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
13	Champ d'application du règlement REACH	Règlement européen du 18/12/2006, article 1, 2 et 3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société Courbis Smart Polymers n'a pas totalement pris en compte les prescriptions publiées dans la décision d'autorisation C(2023)7462, notamment les prescriptions relatives à la surveillance des émissions de MOCA dans les rejets atmosphériques.

Les modifications des installations qui ont été notifiées à la société Courbis Smart Polymers par la Commission européenne et qui doivent être réalisées pour réduire, à un niveau acceptable, les expositions (des travailleurs et de la population générale qui pourrait être potentiellement exposée via l'environnement) n'ont pas été totalement mises en place à la date de la visite.

Ces éléments ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure du 28/04/2024.

L'inspection du 28/08/2025 a permis de faire un point sur le sujet. La formalisation du programme de surveillance reste insuffisante et des modifications sont encore à réaliser.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : NC2 2023 – Capacités de rétention des produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Capacités de rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 25/07/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté du 04/10/2010 Section IV : Dispositions relatives à la limitation des conséquences de pertes de confinement [...] Article 25 I. - Capacité des rétentions « Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à

<p>une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li> <li>– 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 25/07/2023, l'inspection a constaté que les fûts et conteneurs présents sur la zone « déchets » étaient sur rétention, excepté le fût « pompage / vidange machine ».</p> <p>L'exploitant a indiqué que des rétentions supplémentaires avaient été commandées et installées.</p> <p>Lors de l'inspection du 28/08/2025, l'inspection a constaté que tous les fûts et conteneurs présents sur la zone « déchets » étaient sur rétention.</p> <p>La non-conformité est soldée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : NC2 2022 – Transport et entreposage des déchets**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 5.3.4.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 25/07/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés, à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances, devra être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet au sens du titre 1<sup>er</sup> – Livre V du Code de l'Environnement. L'exploitant devra être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs devront être conservés pendant 3 ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 25/10/2022, il a été constaté que la société Courbis Smarts Polymers (ex. Courbis Synthèse) stocke ses déchets sur une aire dédiée à cet effet puis les achemine sur le site Courbis Mastershock situé à environ 500 mètres à l'est du site Courbis Smart Polymers. Ces déchets sont transportés par la société Courbis.</p> <p>Or, le site Courbis Mastershock est déclaré au titre des ICPE (mais non autorisé à ce jour).</p> <p>Concernant le site Courbis Mastershock, devenu Courbis Master Parts, celui-ci est exploité sans l'autorisation requise pour le transit de déchets dangereux et fait l'objet d'une procédure de régularisation.</p> <p>Il était demandé à Courbis Synthèse de justifier que son activité de transport est régulière vis-à-vis de la réglementation ADR.</p> <p>L'exploitant a transmis le document « NOTE sur le transport selon 1.1.3.6 entre les sites de CourbisSmart Polymers (18 Rue Marie Curie, 26100 Romans-sur-Isère) et CourbisMaster Parts (Rue Claude Bernard, 26100 Romans-sur-Isère) » du 30/03/2023 concernant la conformité de son activité de transport vis-à-vis de la réglementation ADR.</p> <p>Ce document a fait l'objet d'un avis du service en charge du contrôle des transports terrestres repris ci dessous :</p> <p>Si l'entreprise transporte sur la voie publique en compte propre dans des quantités ne dépassant pas le seuil du 1.1.3.6, elle est en effet dispensée du document de transport conforme au §5.4 ADR (voir 3.2.1 arrêté TMD).</p>

<p>En revanche, s'agissant d'un transport de déchets, l'entreprise doit détenir à bord du véhicule :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le format numérique du <b>Bordereau de Suivi de Déchets</b> issu de l'application ministérielle TRACKDECHETS (tablette ou smartphone).</li> <li>le <b>récépissé de déclaration préfectoral de transport de déchets</b> (valable 5 ans) si transport de plus de 0,5 tonne par chargement de déchets non dangereux ou 0,1 tonne par chargement de déchets dangereux. Cependant si l'entreprise est soumise à la rubrique 2710 ICPE, elle est exemptée de cette déclaration (article R.541-50 code de l'environnement).</li> </ul> <p>Dans la note, il conviendrait de préciser que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la « formation générale à l'ADR » obligatoire en dispense partielle s'appelle la <b>formation sensibilisation 1.3 ADR</b>.</li> <li>le document de transport en compte propre n'est pas obligatoire <b>à condition que le chargement ne dépasse pas le seuil du 1.1.3.6</b>.</li> </ul> <p>De plus, la note comporte une erreur concernant la quantité maximale dans le véhicule : pour le UN 1993 GE II et pour le UN 2810 en GE II, la catégorie de transport est 2, le seuil est donc de 333 L dans les deux cas.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre à jour la note en conséquence et veillez aux respects des seuils et conditions de transport entre les sites Courbis Smart Polymers et Courbis Master Parts.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 3 : NC 2023-B4 – Absence de matérialisation de zone de sécurité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 6.5.1.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Atmosphère explosive</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 25/07/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 31/08/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les zones de sécurité sont matérialisées dans l'établissement par des moyens appropriés (marquage au sol, panneaux...). Si plusieurs zones de nature de risque différente coexistent sur un même emplacement ou installation, un seul marquage pourra être réalisé à la frontière de la zone de plus grande extension.</p> <p>La nature exacte du risque (incendie, atmosphère explosive, toxique, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat lors de l'inspection du 25/07/2023 :</p> <p>Le stockeur des produits inflammables ne comporte aucun affichage indiquant la nature des risques et les consignes à observer. En particulier, les risques incendie et atmosphère explosive n'ont pas été identifiés.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que l'ensemble des études et documents concernés par les zones de risques sont mises à jour en conséquence (POI, analyse de risque foudre...).</p>

<p>Lors de l'inspection du 28/08/2025, il a été constaté que la zone ATEX a été affichée sur le stockeur des produits inflammables.</p> <p>Le risque incendie n'est pas indiqué.</p> <p>Les consignes à observer ne sont pas indiquées.</p> <p>De même, aucune indication de la nature exacte du risque n'est présente sur les autres stockeurs (produits toxiques et MOCA). Aucune consigne n'est affichée.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a mis en place des affichages sur les conteneurs de stockage et transmis des photos à l'inspection.</p> <p>Le stockeur des produits inflammables comporte maintenant les pictogrammes de danger et les consignes de sécurité associées.</p> <p><b>Les stockeurs des produits toxiques et de MOCA ne comportent pas l'identification du risque et ne comportent pas les consignes à observer. L'affichage de noms de procédures à consulter ne répond pas à la prescription.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit indiquer la nature exacte du risque (incendie, atmosphère explosive, toxique, etc.) et les consignes à observer à l'entrée des stockeurs (produits toxiques et MOCA).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 4 : NC 2023-B3 – Récipient du système d'extinction du stockeur MOCA**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Appareils à pression</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/08/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples définis au I de l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le récipient du système d'extinction du stockeur MOCA associé à la cartouche de gaz CO2 est un récipient soumis à l'arrêté du 20/11/2017. Une inspection périodique doit avoir lieu aussi souvent que nécessaire (article 15 de l'arrêté du 20/11/2017).</p> <p>Lors de l'inspection du 25/07/2023, il a été constaté que cet équipement sous pression ne faisait l'objet d'aucun suivi au titre de la réglementation concernant les appareils à pression et était en situation irrégulière.</p> <p>Le système d'extinction du stockage MOCA a été intégralement remplacé par un équipement neuf en septembre 2023.</p> <p>Lors de l'inspection du 29/04/2024, le récipient n'était pas intégré à la liste des équipements sous pression de l'établissement prévu par l'article 6.III de l'arrêté du 20/11/2017.</p> <p>Lors de l'inspection du 28/08/2025, il a été indiqué que le récipient a une <b>PS de 18 bar et un volume</b></p>



<b>de 45 L, ce qui est supérieur aux seuils de soumission à l'arrêté ministériel du 20/11/2017.</b> Le récipient n'a toujours pas été ajouté à la liste, malgré les échanges avec l'exploitant pour expliquer que ce récipient n'est pas une bouteille et ne répond pas à la définition d'extincteur. Il doit être suivi en tant que récipient, soumis aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 20/11/2017.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit mettre à jour sa liste des équipements sous pression de l'établissement prévu par l'article 6.III de l'arrêté du 20/11/2017 afin de garantir le bon suivi des obligations concernant le récipient du système d'extinction du stockage MOCA : réalisation d'inspections périodiques et de requalifications périodiques notamment.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : FDS : Conformité de la FDS reçue**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, Annexe II
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, FDS - respect du contenu, de l'utilisation et de la langue
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 02/07/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 04/12/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 31 : 1. Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II.  Extrait de l'annexe II : Rubrique 1 : Identification de la substance/du mélange et de la société/l'entreprise Cette rubrique de la fiche de données de sécurité précise de quelle manière la substance ou le mélange doivent être identifiés et de quelle manière les utilisations pertinentes identifiées, le nom du fournisseur de la substance ou du mélange ainsi que les coordonnées de contact du fournisseur de la substance ou du mélange, y compris la personne ou le service à contacter en cas d'urgence, doivent être indiqués sur la fiche de données de sécurité.  Article 31 5. La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle des État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.  Article 31 9. La fiche de données de sécurité est mise à jour sans tarder par les fournisseurs dans les circonstances suivantes : a) dès que de nouvelles informations qui peuvent affecter les mesures de gestion des risques ou de nouvelles informations relatives aux dangers sont disponibles ; b) une fois qu'une autorisation a été octroyée ou refusée ; c) une fois qu'une restriction a été imposée.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 28/08/2025, l'exploitant présente la même FDS concernant la MOCA que lors de l'inspection du 02/07/2024. L'exploitant utilise cette FDS version 4.0 pour sa gestion

interne. Or, le fournisseur a mis à jour la FDS et l'a transmise à la société Courbis. La FDS n'a donc pas circulé en interne afin d'être analysée, en particulier pour identifier et respecter les modifications apportées. Dans son message du 02/09/2025, l'exploitant déclare avoir intégré la FDS en version 5.0 dans sa gestion interne des FDS. <b><i>L'inspection rappelle que l'exploitant doit modifier ses pratiques pour que la personne qui reçoit les mises à jour des FDS transmette l'information dans les meilleurs délais au responsable HSE. Ce dernier doit alors analyser les nouvelles FDS et proposer le cas échéant des modifications prévues. Cette demande est valable pour l'ensemble des produits chimiques dangereux qui nécessitent une FDS avant leur utilisation.</i></b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : REACH : Mesures de gestion des risques et conditions opératoires**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Conditions opératoires (CO) et mesures de gestion des risques (MMR)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 02/07/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 06/12/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 37.5 Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ; [...]
<b>Constats :</b> Les mesures de gestion des risques et les conditions opératoires identifiées lors de l'inspection du 02/07/2024 sont toujours d'actualité lors de la présente inspection. Leur mise en œuvre et les justificatifs demandés sont décrits dans le point de contrôle suivant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : REACH : Respect des mesures de gestion des risques (MMR) et des conditions opératoires (CO) – Respect de l'autorisation REACH et du rapport sur la sécurité chimique (CSR)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 56.2 et 60.9 d) et f)
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Conditions opérationnelles (CO) et mesures de maîtrise des risques (MMR)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 02/07/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, produits chimiques</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/12/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>

Un utilisateur aval a obligation d'utiliser la substance conformément aux conditions opératoires, aux mesures de gestion et aux modalités de surveillance spécifiées dans la décision d'autorisation C(2023)7462 et dans le rapport sur la sécurité chimique CSR.

Dans la décision, la Commission impose aux titulaires de l'autorisation de mettre en place:

a) des boites à gants pour les étapes de déchargement du fût et le captage à la source des émissions de Moca par d'extraction d'air(*lors du mélange à chaud et du moulage, expositions potentielles décrites dans ECS 1 du CSR*).

b) des équipements de protections individuelles EPI, en fonction des étapes du procédé, avec des vérifications associées (*paragraphes 11 et 13 de l'article 2*)

c) la formation du personnel aux postes de travail utilisant de la MOCA et des procédures et des consignes d'exploitation (*page 22 du CSR, chapitre 9.0.1.5 du CSR complet et paragraphe 6.3.6 de l'arrêté préfectoral du 17/05/2005*)

d) un programme de surveillance lié à l'utilisation de la substance MOCA. Ce programme intègre plusieurs sujets (exposition des travailleurs et de l'environnement), avec des opérations dont la fréquence minimale est imposée :

- de mesurages des expositions par inhalation aux postes de travail (*paragraphe 2 de l'article 2; annuel*)

- de mesurages des expositions par contact cutané, générées par des accumulations sur les surfaces de poussières de MOCA (*paragraphe 3 de l'article 2 ; semestriel*)

- de surveillance biologique et médicale des salariés avec des prélèvements adaptés (*paragraphe 5 de l'article 2; semestriel*)

- de mesurages des expositions de l'environnement (rejets atmosphériques) (*paragraphe 4 de l'article 2; annuel*)

e) des opérations de nettoyage et de maintenance préventive et des vérifications de l'efficacité des équipements d'extraction d'air, des boites à gants et des EPI (*paragraphes 8, 9, 10, 6 de l'article 2 et scénario d'exposition WCS 8 du CSR*).

Tous ces mesurages doivent être enregistrés et utilisés annuellement pour vérifier l'efficacité des installations (*paragraphes 5, 6 et 7 de l'article 2*).

#### **Constats :**

##### **Approvisionnement en MOCA et conditions de stockage :**

L'inspection a pu voir les points suivants conformément aux échanges suite à la précédente inspection du 02/07/2024 :

- les fûts de MOCA sont stockés dans une armoire fermée par un cadenas,
- aucun fût n'est présent dans l'atelier,
- les fûts proviennent d'un unique fournisseur.

##### **Chargement de la matière dans la cuve, avec une boite à gants :**

La mise en place des boîtes à gants reste à finaliser (cf. point de contrôle « REACH : Modification des installations »). Le transfert du produit depuis les boîtes à gants se fait par une vis sans fin, sans mise sous vide.

L'inspection s'interroge sur le positionnement des boites à gants le jour de la visite : risque de chutes et d'endommagement des flexibles remplis de MOCA (du fait de l'encombrement, de la proximité des piliers, des tuyaux à enjamber ou à éviter). Cette information sera transmise à l'inspection du travail.

***La surveillance de l'intégrité des flexibles contenant la MOCA et leur entretien doivent être adaptés en conséquence.***

L'inspection s'interroge sur l'étanchéité (et la vérification de celle-ci dans le temps) des boites à

gants au niveau des gants (intégrité et fixation), des joints (porte arrière, fenêtre) et sur la gestion des orifices pour l'évacuation des déchets. La perte de confinement au niveau de ces points est une source potentielle d'exposition.

La procédure CS.P.S.20 avait déjà été modifiée pour prendre en compte l'intégrité des gants et d'une partie des joints (fenêtre) à l'issue de la visite du 02/07/2024. Les procédures doivent décrire la stratégie de vérification retenue. Ce point doit être pris en compte pour les réponses concernant les mesures de nettoyage et de maintenance préventive de ces équipements.

Avec l'installation des nouvelles boîtes à gants, les procédures opérationnelles ne sont plus à jour et doivent être révisées. Après l'inspection, dans un message du 02/09/2025, l'exploitant a transmis une première mise à jour des procédures CS.P.S.20 et CS.P.S.51 **qui ne prend en compte qu'une partie des nouvelles pratiques.**

**Non-conformité :**

**Les procédures opérationnelles ne sont pas à jour.**

L'ouverture de la sachette de MOCA (décrite dans la procédure CS.P.S.20) est effectuée en amont du chargement, laissant ainsi une étape durant laquelle la sachette interne est ouverte et le couvercle du fût carton est absent. Lors de cette étape la substance n'est plus confinée et le risque de dispersion de la poudre à l'arrière de la boîte à gants est non négligeable. **Cette situation n'est pas conforme au scénario d'exposition WCS2 du CSR (page 41). L'ouverture de la sachette interne doit avoir lieu uniquement dans la boîte à gants fermée.**

De même, la procédure CS.P.S.20 ne décrit pas l'utilisation autorisée des orifices de sortie destinés à accueillir les sacs pour les déchets et les opérations d'évacuation de ces déchets (voir une remarque ci-après sur les sachettes de MOCA). Ces orifices peuvent être à l'origine d'une perte de confinement. **Le scénario d'exposition WCS2 du CSR prévoit un mode opératoire permettant d'éviter les contacts entre les opérateurs et les sachettes de MOCA contaminées.**

**Non-conformité :**

**Les deux situations ci-dessus ne répondent à l'objectif de confinement et de minimisation des expositions.**

#### **Captage à la source des émissions de MOCA par d'extraction d'air :**

Étape de fonte / mélange :

Une aspiration est présente sur chacune des plateformes (M1, M2, M5, M7, M15 et M12 - deux cuves par plateforme) et reliée à une centrale de traitement de l'air. L'exploitant considère ces aspirations comme répondant à l'aspiration lors de la vidange à chaud, au pied des cuves. Cette information sera transmise à l'inspection du travail.

Étape de coulage dans le moule :

Le coulage à chaud dans les moules est réalisé à proximité immédiate des plateformes (les moules sont déposés sur des tables de coulage ou directement au sol).

L'inspection constate que, au 28 août 2025, seule la table de coulée « école » est reliée au système d'aspiration. Des modifications sont encore nécessaires (voir fiche de constat « REACH : Modification des installations »).

Étape de durcissement par passage en étuve des moules :

Le site ne dispose pas de ventilation par aspiration dans ses étuves (voir fiche de constat « REACH : Modification des installations »).

#### **Programme de surveillance lié à l'utilisation de la MOCA :**

**Mesures de surveillance des surfaces en tant qu'outil de prévention des expositions cutanées :**

L'exploitant a mis en place des contrôles surfaciques de présence de MOCA. Le tableau de suivi a été présenté en inspection et transmis le 09/09/2025.

L'objectif de ces mesures est d'identifier les sources d'exposition. Pour répondre à cet objectif, le contrôle ne doit pas être réalisé dans un délai court après le nettoyage complet de l'atelier. Or, l'un des contrôles a été réalisé très peu de temps après le nettoyage complet de l'atelier, réalisé le premier jour des arrêts de production en juillet et décembre.

***L'exploitant doit veiller à programmer les contrôles à distance des nettoyages complets.***

***Non-conformité :***

***La liste des zones sensibles « à tester » n'est pas à jour (§ 6 de la procédure CS.I.S.62 - indice E), elle ne prend pas en compte la nouvelle organisation et les nouveaux équipements. De plus la fréquence de réalisation des tests, prévue dans cette procédure (trimestre), n'est plus cohérente avec la fréquence des interventions prévues par la GMAO (semestre).***

Sur le tableau de suivi de ces surveillances, l'inspection comprend que des zones ont été identifiées comme contaminées :

- lors du passage en janvier 2025 : deux zones sensibles ont été identifiées comme contaminées,
- lors du passage en juillet 2025 : une zone sensible a été identifiée comme contaminée.

Les zones concernées sont certains pupitres et des boîtiers de commande. Aucun commentaire ou action n'a été enregistré dans ce document.

L'exploitant doit utiliser ces constats pour réexaminer ses procédures et la fréquence des nettoyages, maintenances et contrôles.

**Mesures de surveillance des rejets atmosphériques :**

La société Courbis a présenté un schéma des réseaux et une analyse de MOCA à la sortie des deux cheminées concernées par l'utilisation de cette substance. Cette mesure correspond à la demande pour 2024. Une autre mesure est prévue d'ici la fin 2025.

La surveillance des rejets atmosphériques est abordée plus spécifiquement au point de contrôle « Air : Contrôle des émissions atmosphériques de polluants » du présent rapport.

**Mesures organisationnelles :**

**a) Nettoyage des boîtes à gants – respect du scénario d'exposition WCS 8 et des paragraphes 8 et 9 de l'article 2 de la la décision d'autorisation C(2023)7462.**

Les mesures de nettoyage de l'atelier sont prévues aux arrêts de production (été et hiver), suite à un déversement accidentel, une perte de confinement. La procédure de chargement CS.P.S.20 ne prévoit pas d'étape de nettoyage. L'inspection note donc que la fréquence est au moins semestrielle.

La modification récente de la procédure CS.P.S.51 prévoit également un nettoyage après toute « intervention sur un équipement en contact avec la MOCA ». L'inspection note donc que les nettoyages peuvent être plus fréquents sans avoir une liste exhaustive des interventions visées.

***L'exploitant doit former ses salariés à cette nouvelle procédure.***

L'inspection rappelle que la fréquence des nettoyages doit être suffisante et adaptée aux nouveaux équipements, tout en respectant le scénario d'exposition WCS 8. Il n'est pas satisfaisant de détecter des contaminations répétées lors des surveillances surfaciques aux pupitres et des boîtiers de commande.

**b) procédures de maintenance préventive – respect du scénario d'exposition WCS 8 et WCS 9 du CSR et des paragraphes 8 et 9 de l'article 2 de la la décision d'autorisation C(2023)7462.**

L'exploitant doit mettre en place des maintenances préventives sur les équipements dédiés au confinement de MOCA solide, qui sont donc les équipements jouant le rôle important pour minimiser les expositions.

Lors de l'inspection du 28/08/2025, l'inspection a rappelé que la mise en place des nouveaux équipements (boîtes à gants) doit s'accompagner d'une révision des procédures et permettre d'identifier les parties des nouveaux équipements qu'il convient de vérifier périodiquement et de déterminer une fréquence de vérification. Comme indiqué dans l'avis des experts de l'ECHA, la procédure doit a minima prendre en compte l'intégrité des gants.

Suite à l'inspection, dans les messages du 02/09/25 et du 09/09/25, l'exploitant a précisé que les boîtes à gants seront vérifiées visuellement tous les trois mois par les opérateurs de maintenance. Cette action sera enregistrée dans le logiciel de GMAO.

Ces éléments doivent être inclus dans la formalisation du programme de vérification. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la partie arrière des boîtes à gants qui pourraient être aussi un élément à prendre en compte.

#### Formation aux nouvelles procédures :

Les éléments transmis dans les messages du 02/09/25 (procédure de maintenance MOCA (CS.P.51)) et du 09/09/25 (suivi GMAO) confirment que les salariés affectés aux postes de maintenance peuvent être également exposés à la MOCA, en fonction des interventions. Certains sont d'ailleurs inclus dans le plan de surveillance des suivis biologiques. Comme demandé lors de la précédente inspection, l'exploitant doit assurer en continu la formation de ses salariés aux nouvelles procédures. Ainsi, suite à la mise à jour des procédures et avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026, l'exploitant doit renouveler les formations des personnes habilités, y compris les agents de production et de maintenance.

Au regard de l'état des modifications réalisées, l'inspection note que :

La collecte à la source des émissions (Équipement de protection collective EPC) n'est pas la stratégie de gestion du risque qui est priorisée par Courbis Smart Polymers, faisant reposer la gestion du risque (CMR avec une exposition des travailleurs par voie cutanée et par l'inhalation) sur les équipements individuels de protection (EPI). Cette stratégie nécessite de renforcer les mesures organisationnelles. De plus, l'inspection attire l'attention de l'exploitant, comme les experts de l'ECHA (RAC) dans leur avis (page 63) avec les justifications de ses recommandations, sur le fait que cette stratégie ne semble pas conforme à la directive 2004/37/EC et aux principes généraux de prévention (L.4121-2 du Code du travail), si toutes les mesures prévues par l'autorisation ne sont pas mises en place. L'inspection du travail sera informée de ce constat.

Au regard du suivi des évolutions, l'inspection s'interroge également sur l'absence d'aspiration lors des étapes de nettoyage ou de maintenance curative ou préventive, à l'intérieur des boîtes à gants. L'inspection du travail sera informée.

#### Gestion des déchets :

Chaque boîte à gants dispose d'un orifice pour évacuer les déchets souillés. L'inspection s'interroge sur l'organisation retenue pour la gestion des sacs poubelle contenant les saches de MOCA vides. Ces sacs poubelle sont mis dans des fûts métalliques récupérés, puis compactés, en extérieur sous abris.

#### **Non-conformité :**

***Il y a rupture du confinement lors du compactage des sacs poubelle contenant les saches de MOCA vides.***

Les fûts sont ensuite fermés et stockés à proximité du compacteur.

<p>L'exploitant doit revoir son organisation pour minimiser les expositions et prendre en compte la généralisation des boîtes à gants et de l'emplacement d'une poubelle dans cet équipement.</p> <p>Concernant le suivi de la mise en demeure prise par l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 30/09/2024, l'exploitant a amélioré son programme de contrôle, mais ne l'a pas formalisé. Aussi, l'inspection relève des incohérences (différence de fréquence entre procédure et programmation du suivi dans l'outil de gestion de maintenance), des moments de réalisation des contrôles inadaptés (contrôles surfaciques réalisés trop rapidement après d'un nettoyage).</p> <p>Au regard des lacunes constatées sur la réalisation des analyses sur les années précédentes et des constats précédents, la formalisation du programme de surveillance est nécessaire. Celui-ci doit permettre de planifier les contrôles et d'avoir une vue intégrée et exhaustive des analyses qui sont réalisées du fait de l'utilisation de MOCA. Il doit également préciser les outils mis en place pour respecter les périodicités et les points de mesures.</p> <p><b>Non-conformité :</b>  <b>L'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/09/2024 n'est pas respecté.</b>  <b>Cependant, considérant l'amélioration dans la réalisation du programme de surveillance, l'inspection ne propose pas de sanction administrative à ce stade.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>1 – L'exploitant doit modifier ses pratiques, en prenant en compte les constats ci-dessus, concernant l'utilisation des boîtes à gants pour répondre à l'objectif de confinement et de minimisation des expositions et arrêter le compactage des saches.</b></p> <p><b>2 – L'exploitant doit mettre à jour les procédures opérationnelles concernant l'utilisation des boîtes à gant ainsi que les procédures de vérification, de surveillance, de nettoyage et de maintenance en prenant en compte les constats ci-dessus.</b></p> <p><b>3 – L'exploitant doit mettre à jour la liste des zones sensibles « à tester », pour prendre en compte la nouvelle organisation et les nouveaux équipements. De plus la fréquence de réalisation des tests, prévue dans les procédures, doit être mise cohérence avec la fréquence des interventions prévues par la GMAO.</b></p> <p><b>4 – L'exploitant doit former ses employés habilités, y compris les agents de maintenance, aux nouvelles procédures.</b></p> <p><b>5 – L'inspection renouvelle sa demande de formalisation de programme de surveillance complet, intégrant les contaminations de surface, les rejets atmosphériques et la maintenance préventive des équipements.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 01/01/26</p>

**N° 8 : REACH : Modification des installations**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 56.2 et 60</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 02/07/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, produits chimiques</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/01/2026</li> </ul>

**Prescription contrôlée :**

La décision d'autorisation C(2023)7462 prescrit à la société Courbis certaines installations nouvelles et les investissements dont certains étaient déjà prévus dans le CSR, et repris dans l'avis du RAC et du SEAC :

- des boîtes à gants pour le chargement de la MOCA pour toutes les cuves de fabrication du PU (point 15 de l'article 2),
- des équipements d'aspiration au niveau de chacun des bancs de coulée (étape consistant à verser le mélange fondu de PU dans les moules) (point 16 de l'article 2),
- une technique d'abattement de la MOCA dans les rejets atmosphériques (point 9 de l'article 2).

**Constats :**

Le détail des constatations effectuées lors de l'inspection du 28/08/2025 figure dans la fiche de constats « REACH : Respect des mesures de gestion des risques (MMR) et des conditions opératoires (CO) – Respect de l'autorisation REACH et du rapport sur la sécurité chimique (CSR) ».

La décision d'autorisation C(2023)7462 demande, au paragraphe 15 de l'article 2, que le site dispose de systèmes de boîtes à gants sur toutes les machines de coulée.

Les deux boîtes à gants « historiquement présentes » sont installées et en fonctionnement.

L'exploitant envisage une amélioration de la conception d'une d'elles. Dans l'attente, le confinement à l'arrière de cette boîte à gants n'est pas complet.

Trois boîtes à gants neuves sont présentes dans l'atelier, dont deux sont déjà connectées aux cuves. La dernière doit être installée d'ici la fin de l'année.

L'inspection constate que, au 28 août 2025, l'une des plateformes (ensemble constitué d'une boîte à gants et de deux cuves de fabrication) n'est pas encore alimentée en MOCA par l'intermédiaire d'une boîte à gants (sur les 6 qui sont susceptibles de contenir de la MOCA) et qu'une des boîtes à gants ne permet pas de justifier un confinement du fait de l'absence de porte à l'arrière de l'équipement.

**Non-conformité :**

***L'une des machines de coulée susceptibles de contenir de la MOCA n'est pas encore équipée d'une boîte à gants.***

***Ce point a fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté du 30/09/2024 avec un délai de fin de travaux au 1<sup>er</sup> janvier 2026.***

La décision d'autorisation C(2023)7462 demande, au paragraphe 16 de l'article 2, que le site dispose de systèmes de ventilation par aspiration locale (LEV : Local exhaust ventilation) pendant l'étape de coulée.

Le coulage à chaud dans les moules est réalisé à proximité immédiate des plateformes (les moules sont déposés sur des tables de coulage ou directement au sol).

La zone concernée par le coulage du polyuréthane avec MOCA a été discutée lors de la visite et l'inspection a constaté deux bras d'aspiration orientables manuellement qui sont situés sur deux des tables de moulage (à proximité de la plateforme M7). D'autres tables sont présentes dans cette zone, à proximité des plateformes M1, M2 et M5).

Pour les plateformes M12 et M15, il n'y a pas de tables, les moules sont déposés au sol.

L'inspection constate que, au 28 août 2025, seule la table de coulée « école » est reliée au système d'aspiration.

L'exploitant a fait part à l'inspection de son intention de ne pas mettre en place d'équipement d'aspiration si le contrôle qu'il va faire réaliser prochainement ne montre pas la présence de MOCA.



**Cette position de l'exploitant est contraire aux engagements qu'il a pris dans le dossier d'autorisation et n'est pas conforme à la décision d'autorisation C(2023)7462.**

**Non-conformité :**

**Les équipements d'aspiration prescrits ne sont pas installés, excepté sur la table de formation.**

**Ce point a fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté du 30/09/2024 avec un délai de fin de travaux au 1<sup>er</sup> janvier 2026.**

Le site ne dispose pas de ventilation par aspiration dans ses fours, contrairement à ce qui a été indiqué dans l'avis du RAC au § 1.1 (rapport ECHA/RAC/SEAC: AFA-O-0000007124-81-01/F du 02/08/2022).

L'avis du RAC indique que tous les sites doivent avoir des fours dotés d'un système de ventilation approprié garantissant l'absence de propagation de vapeurs aux postes de travail lorsque les fours sont ouverts. Par conséquent, la ventilation par aspiration doit être à l'intérieur du four et les portes ne doivent pouvoir s'ouvrir qu'une fois les vapeurs complètement évacuées (un capteur peut devoir être installé à l'intérieur du four).

Cette exigence est reprise au point 17 de l'article 2 de la décision d'autorisation C(2023)7462.

Dans l'attente de la mise en place d'une aspiration conforme, les EPI doivent être portés à l'ouverture de la porte. L'inspection du travail sera informée de ce constat.

**Non-conformité :**

**Les étuves du site ne répondent pas aux exigences de l'autorisation.**

La décision d'autorisation C(2023)7462 demande, au paragraphe 9 de l'article 2, que les titulaires de l'autorisation veillent à l'installation de filtres appropriés ou d'autres techniques de réduction de la pollution de l'air, garantissant une efficacité élevée de réduction.

La société Courbis Smart polymers, s'est engagée à mettre en place un traitement des rejets atmosphériques, d'une efficacité supérieure à 99 %. Cet engagement est repris dans l'avis du RAC de l'ECHA en page 29. Cet avis donne une des méthodes envisageables pour quantifier des émissions de MOCA dans l'air (NIOSH 2002 (1994 concernant les amines aromatiques)).

Les effluents atmosphériques du site ne font l'objet d'aucun traitement.

L'exploitant a fait part à l'inspection de son intention de ne pas mettre en place de système de filtration si les contrôles des rejets atmosphériques ne montrent pas la présence de MOCA.

**Cette position de l'exploitant est contraire aux engagements qu'il a pris dans le dossier d'autorisation et n'est pas conforme à la décision d'autorisation C(2023)7462.**

**Non-conformité :**

**L'installation ne présente pas de filtration des effluents atmosphériques sur les émissaires correspondants aux activités de production de PU (avec ou sans MOCA).**

**Ce point a fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté du 30/09/2024 avec un délai de fin de travaux au 1<sup>er</sup> janvier 2026.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit mettre en œuvre l'ensemble des équipements identifiés dans l'autorisation C(2023)7462 et transmet le certificat de fin de travaux avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 01/01/26

**N° 9 : AIR : Contrôle des émissions atmosphériques de polluants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.6 et 3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance des rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 02/07/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 06/12/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>AP du 17/05/2005</b> <p><b>3.7.1</b> - La conformité avec les dispositions du point 3.6 ci-dessus (voir les points de contrôle et les VLE) des rejets à l'atmosphère sera contrôlée dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté par un organisme agréé ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Le contrôle sera réalisé sur les principaux rejets canalisés de l'établissement.</p> <p>Parmi les substances recherchées dans les effluents provenant des machines de coulées figureront :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>la 4.4' méthylène-bis (2-chloroaniline) (MOCA) ;</b></li><li>• les diisocyanates de toluylène (TDI) ;</li><li>• les diisocyanates de diphenylméthane (MDI).</li></ul> <p>Le rapport présentant les résultats du contrôle réalisé sera transmis à l'inspecteur des installations classées. [...]</p> <p><b>3.7.2</b> - Les contrôles prévus par le présent arrêté doivent être réalisés durant les périodes de fonctionnement normal des installations contrôlées. Les frais occasionnés par ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.</p> <b>AM du 02/02/1998</b> <u>Article 4</u> <p>I. Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.</p> <u>Article 27</u> <p>Sous réserve des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 30 ci-après, les effluents gazeux respectent les valeurs limites suivantes selon le flux horaire maximal autorisé :</p> <p>1° Poussières totales [...]</p> <p>7° Composés organiques volatils :</p> <p>a) Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane [...]</p> <p>b) Composés organiques volatils visés à l'annexe III [...]</p> <p>c) Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F [...] et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 [...] , telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 modifié :</p> <p>Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F [...] en raison de leur teneur en COV, classés cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles. Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, la valeur limite d'émission de 2 mg/m<sup>3</sup> en COV est imposée, si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.</p>

Pour les émissions de composés organiques volatils halogénés auxquels sont attribuées les mentions de danger H341 ou H351 [...], une valeur limite d'émission de 20 mg/m<sup>3</sup> est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 100 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.

Le préfet peut accorder une dérogation aux prescriptions des deux précédents alinéas si l'exploitant démontre, d'une part, qu'il fait appel aux meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable et, d'autre part, qu'il n'y a pas lieu de craindre de risque significatif pour la santé humaine et l'environnement. [...]

e) Mise en œuvre d'un schéma de maîtrise des émissions de COV :

Les valeurs limites d'émissions relatives aux COV définies au premier alinéa du a ci-dessus ne sont pas applicables aux rejets des installations faisant l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions de COV, tel que défini ci-après.

Un tel schéma garantit que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses définies dans le présent arrêté.

Le schéma est élaboré à partir d'un niveau d'émission de référence (2) de l'installation correspondant au niveau atteint si aucune mesure de réduction des émissions de COV n'était mise en œuvre sur l'installation.

Les installations, ou parties d'installations, dans lesquelles sont notamment mises en œuvre une ou plusieurs des substances visées au point c peuvent faire l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions. Toutefois, les substances visées au point c, qui demeurent utilisées dans l'installation malgré la mise en œuvre du schéma de maîtrise des émissions, restent soumises au respect des valeurs limites prévues au c. [...]

12° Rejets de substances cancérigènes : l'arrêté préfectoral d'autorisation fixe une valeur limite d'émission :

- si le flux horaire de l'une des substances visées à l'annexe IV a dépasse 0,5 g/h ;
- si le flux horaire de l'une des substances visées à l'annexe IV b dépasse 2 g/h ;
- si le flux horaire de l'une des substances visées à l'annexe IV c dépasse 5 g/h ;
- si le flux horaire de l'une des substances visées à l'annexe IV d dépasse 25 g/h.

#### Article 58

I.-Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixés, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation.

[...]

III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

#### Article 59

Lorsque les rejets de polluant à l'atmosphère autorisés dépassent les seuils ci-dessous, l'exploitant doit réaliser dans les conditions prévues à l'article 58 une mesure en permanence du débit du rejet correspondant ainsi que les mesures ci-après. Dans le cas où les émissions diffuses représentent une part notable des flux autorisés, ces émissions sont évaluées périodiquement. [...]

7° Composés organiques volatils

La surveillance en permanence des émissions de l'ensemble des COV, à l'exclusion du méthane,

est réalisée si, sur l'ensemble de l'installation, l'une des conditions suivantes est remplie :

- le flux horaire maximal de COV, à l'exclusion du méthane exprimé en carbone total, dépasse :
  - 15 kg/h dans le cas général ;
  - 10 kg/h si un équipement d'épuration des gaz chargés en COV est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émission canalisées ;
- le flux horaire maximal de COV à l'exclusion du méthane, visés à l'annexe III, ou présentant une mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F [...] , ou les composés halogénés présentant une mention de danger H341 ou H351 [...], dépasse 2 kg/h (exprimé en somme des composés). [...]

Dans le cas où le flux horaire de COV visés dans le tableau de l'annexe III ou présentant des mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F [...] ou les composés halogénés présentant des mentions de danger H341 ou H351[...] dépasse 2 kg/h sur l'ensemble de l'installation, des mesures périodiques de chacun des COV présents seront effectuées afin d'établir une corrélation entre la mesure de l'ensemble des COV non méthaniques et les espèces effectivement présentes.

#### **Constats :**

Constats issus de l'inspection du 02/07/2024 :

L'exploitant ne réalise pas régulièrement d'analyse de ses rejets atmosphériques. Il a transmis à l'inspection le dernier rapport d'intervention en date du 05/11/2013 et portant sur 4 points de rejets atmosphériques. Ce rapport ne prend pas en compte les polluants visés dans l'arrêté préfectoral du 17/05/2005 et dans l'arrêté ministériel du 02/02/1998, en particulier,

- les poussières,
- les composés organiques volatils (y compris les substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F),
- les substances cancérogènes visées à l'annexe IV, comme la MOCA (également H350).

La société Courbis Smart Polymers se positionne sur le programme de surveillance et les polluants à surveiller, au regard des matières premières consommées et des quantités maximales autorisées dans l'étude de danger de l'établissement.

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de mesure référencé EL7P0/24/2384 du 28/11/2024 de SOCOTEC, concernant des mesures réalisées le 29/10/2024.

Les mesures ont concerné les installations appelées « aspiration centrale extérieur » et « aspiration centrale local insert ».

L'installation appelée « aspiration centrale extérieure » semble correspondre, d'après la photo au § 4.2.1 du rapport, à la ligne d'extraction comportant les machines de coulées M1, M2, M5, M7, M12 et M15 et les tables associées ainsi que la zone maintenance.

L'installation appelée « aspiration centrale local insert » semble correspondre, d'après la photo au § 4.2.1 du rapport, à la ligne d'extraction comportant les machines de coulées M4, M17, M19, M13, M3K et les tables et moules associés, ainsi qu'aux ateliers « Dégraissage et encollage » et à l'atelier « Prépa 1 et Fonte de l'élastomère B ».

L'inspection note que le rapport de contrôle des rejets atmosphérique de 2024 ne précise pas la méthode de quantification de la MOCA, qui a été sous-traitée.

Lors de l'inspection du 28/08/2025, l'exploitant a fourni un schéma « Contrôle périodique des vitesses d'aspiration » daté du 08/07/2025.

Ce schéma a permis de constater qu'il y a deux lignes principales d'extraction regroupant les systèmes de captage, sur lesquelles les mesures lors des contrôles sur les rejets d'air sont effectuées :

- Une ligne proche des bureaux à laquelle sont reliés les systèmes de captage des postes : M13 et moule, M19, table « école », M3K, M17 et table, M4, Encollage, Dégraissage, Table, Prépa 1 et Fonte. Le ventilateur d'extraction de cette ligne est à l'intérieur, dans le local du groupe froid et du filtrage du sablage.
- Une seconde ligne à laquelle sont reliés les systèmes de captage des postes : Zone Maintenance, M12, M15, 3 tables proches de M7, M7, M5, M2, M1. Cette ligne comporte les postes sur lesquels de la MOCA en poudre est présente. Le ventilateur de cette ligne est situé à l'extérieur.

D'autres systèmes de captages sont visibles sur le schéma :

- Trois des systèmes de captage de l'atelier l'élastomère B (Prépa 2, M9 Cuve et M9 Tête) ont une sortie séparée. Ces exutoires ne font l'objet d'aucun contrôle. Or, cet atelier utilise la substance diisocyanate de 1.5-naphtylène (NDI), comportant notamment une mention de danger H330. ***Il a été demandé qu'ils fassent l'objet de mesures lors du contrôle inopiné qui doit se dérouler prochainement.***

***L'exploitant transmet la liste des produits utilisés dans ces zones ainsi que les mentions de dangers et conclut sur la nécessité d'inclure ces émissaires dans les contrôles périodiques de ses émissions.***

- Les ventilations de l'atelier de maintenance et du bac de trempage au neutralène disposent également de leur propre exutoire. Ces exutoires ne font l'objet d'aucun contrôle. ***Il a été demandé qu'ils fassent l'objet de mesures lors du contrôle inopiné qui doit se dérouler prochainement.***

***L'exploitant transmet la liste des produits utilisés dans ces zones ainsi que les mentions de dangers et conclut sur la nécessité d'inclure ces émissaires dans les contrôles périodiques de ses émissions.***

- L'atelier « Finition » comporte 4 systèmes de captage en fonctionnement : Tank 14, Tank 12, Tank 13 et Scie à ruban. Ces 4 systèmes sont regroupés, cette ligne d'extraction disposant de sa propre sortie. Cet exutoire ne fait l'objet d'aucun contrôle. ***Il a été demandé qu'il fasse l'objet de mesures lors du contrôle inopiné qui doit se dérouler prochainement.***

- La ventilation du système frigorifique dispose de son propre exutoire en façade. L'inspection n'a pas d'observation sur ce point.

- Le système de ventilation associé au sablage dispose de son propre exutoire en façade. Cet exutoire ne fait l'objet d'aucun contrôle. ***Il a été demandé qu'il fasse l'objet de mesures lors du contrôle inopiné qui doit se dérouler prochainement.***

Les étuves n'ont pas de système de ventilation. Il n'est pas prévu de système de captage à proximité des étuves permettant de capter des émanations lors de leur ouverture. ***Les émissions ne sont ni captées à la source, ni canalisées.***

#### ***Non-conformité :***

Les mesures réalisées le 29/10/2024 sont incomplètes. Les rejets canalisés des systèmes de captage suivants n'ont fait l'objet d'aucun contrôle :

- trois des systèmes de captage de l'atelier l'élastomère B,
- atelier de maintenance,
- bac de trempage au neutralène,
- atelier « Finition »,
- sablage.

De plus, les poussières n'ont pas été mesurées.

***Un contrôle inopiné doit se dérouler dans les semaines à venir. Le bureau de contrôle retenu a été informé que des émissaires n'avaient pas été pris en compte dans le contrôle précédent et que la poussière devait être mesurée.***

<p>Il est rappelé que, en application de la décision d'autorisation C(2023)7462, un programme de surveillance mesurant les émissions atmosphériques de MOCA doit être mis en place. Les mesures doivent :</p> <p>a) être effectuées au moins une fois par an et à chaque modification du procédé ;</p> <p>b) être basées sur des méthodologies ou protocoles normalisés pertinents,</p> <p>c) être représentatives des conditions opérationnelles et des mesures de gestion des risques sur les sites où le MOCA est utilisé,</p> <p>d) être enregistrées de manière à inclure des informations contextuelles sur les tâches pouvant entraîner une exposition au MOCA.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>1 – L'inspection renouvelle la demande de positionnement sur un programme de surveillance des émissions atmosphériques au titre du régime d'autorisation des ICPE.</p> <p>Ce positionnement doit se baser sur un inventaire des matières premières consommées et des matières fabriquées (précisant notamment quelles substances contiennent des COV), ainsi que sur les activités réalisées (sablage, sciage...). En l'absence de positionnement argumenté, l'ensemble des paramètres de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 doivent être contrôlés à la fréquence fixée à l'article 59 de ce même arrêté et au minimum annuellement. Le contrôle portant sur la MOCA doit également respecter les prescriptions de la décision d'autorisation C(2023)7462 au titre du règlement REACH.</p> <p>2 – L'exploitant interroge son prestataire d'analyse pour connaître la méthode de mesure de la concentration de MOCA dans les rejets gazeux.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 01/01/26</p>

**N° 10 : Situation administrative**

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/08/2022, article 1er

Thème(s) : Situation administrative, Rubriques concernant la fabrication et transformation de polymère

Point de contrôle déjà contrôlé :

lors de la visite d'inspection du 02/07/2024

type de suites qui avaient été actées : Avec suites

suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

date d'échéance qui a été retenue : 06/12/2024

Prescription contrôlée :

Article 1 :

Le tableau de classement présenté à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n°05-1904 du 17 mai 2005 (et modifié par l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 juillet 2010) est remplacé par le tableau ci-après :

Nature des activités	Nature et Volume	Rubrique	Clsst
4,4-méthylène-bis(2-chloraniline) et/ou ses sels, sous forme pulvérulente (numéro CAS 101-14-4). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. supérieure à 2 kg <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-</i>	Cf. « Annexe Informations sensibles - Non communicable au public »	4723.1	A

<b>Nature des activités</b>	<b>Nature et Volume</b>	<b>Rubrique</b>	<b>Clssst</b>
10 : 0,01 t			
Liquides inflammables de catégorie 1, [...] La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t	<b>Quantité stockée maximale = 1 100 kg</b>  - Alcool isopropylique : 800 kg - Methyléthylcétone : 300 kg	4330.2	DC
Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	<b>Quantité stockée maximale = 6 600 kg</b>  - ADIPRENNE L42 : 2 400 kg - ADIPRENE L167 : 4 200 kg	4130.2b	D
Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	<b>Quantité stockée maximale = 9 400 kg</b>  - ROYALCAST 2501 : 6 400 kg - ROYALCAST 2505 : 1 800 kg - DESMODUR TEC 41 : 1 200 kg	4120.2	D
Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc.) [...]. 1. Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant : c) supérieur à 200 l, [...].	Installation de dégraissage par ultrason, avec emploi de liquide halogéné : quantité de liquide présente : 230 litres	2564.1c	DC
Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	<b>Quantité maximale stockée = 6 400 kg</b>  - VIBRACURE 5094 : 2 400 kg - VIBRACURE 2107 : 2 800 kg - ERACURE CET82 : 1 200 kg	4510.2	NC
Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') : 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération(1) étant supérieure à 50 kW (1) Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers.	4 chargeurs de puissance de charge unitaire de 3,5 kW  soit une puissance de charge totale de 14 kW	2925.1	NC

#### **Constats :**

Constats issus de m'inspection du 02/07/2024 :

La société Courbis Smart Polymers est un fabricant de polymère polyuréthane dans les cuves de fabrication, à partir de pré-polymères et d'autres additifs.

Immédiatement après la fabrication, le polymère est transformé à chaud.

L'inspection s'interroge notamment sur la classification dans la nomenclature ICPE de l'activité de

production de polymère.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Courbis Smart Polymers se positionne sur les rubriques suivantes de la nomenclature ICPE :

- 2660, 3410 pour la fabrication de polymère
- 2661 pour la transformation de polymère
- 2662 pour le stockage de polymère
- 4726 pour les quantités de diisocyanates de toluène

L'exploitant n'a pas transmis le positionnement demandé.

L'exploitant n'a pas fourni, ni le jour de l'inspection ni suite à l'inspection, les éléments permettant de vérifier le classement des activités du site dans la nomenclature des ICPE. Notamment, la quantité de polyuréthane fabriquée, moulée ou stockée, dans les unités de la nomenclature, n'a pas été fournie.

L'exploitant indique qu'il n'y a pas eu de changement. Cependant, des substitutions de produit ont été réalisées. L'inspection rappelle que l'exploitant doit respecter les conditions d'exploitation décrites dans les dossiers déposés.

Notamment, l'inspection constate que la substance diisocyanate de 1.5-naphtylène (NDI), qui comporte notamment une mention de danger H330, est utilisée à l'atelier de l'élastomère B. Cette substance ne figure pas dans la liste des produits utilisés sur le site figurant dans la dernière version de l'EDD.

Cette matière première relève de la rubrique 4120 (Toxicité aiguë cat. 2) pour laquelle le site est déjà classé. Cependant, le NDI ne figure ni dans la liste des produits autorisés sur le site, ni dans les dossiers déposés.

L'inspection s'interroge également sur le classement des activités du site sous les rubriques suivantes :

- 2575 : pour l'activité de sablage
- 2660 : pour la fabrication polymères, dont relève notamment la fabrication de polyuréthane,
- 2661-1 : pour le moulage de polymères notamment
- 2661-2 : pour le sciage de polymères notamment
- 2662 : pour le stockage polymères
- 2663-2 : pour le stockage des produits composés de polymères
- 1978 : pour l'utilisation de solvants organiques
- 4724 : Isocyanate de méthyle
- 4726 : TDI

Des guides de classement des substances et mélange sont disponibles sur le site AIDA à l'adresse : <https://aida.ineris.fr/guides/classement-nomenclature>.

***Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :***

L'exploitant doit se positionner sur le classement des activités du site dans la nomenclature des ICPE et transmettre tous les éléments de justification associés pour permettre la mise à jour de son arrêté d'autorisation. En particulier, la liste des matières premières et des produits doit être transmise, précisant les mentions de danger associés et indiquant les produits ou mélanges contenant des COV.

En cas de modification notable, un dossier de porter à connaissance, comportant tous les éléments d'appréciation doit être déposé.

***Type de suites proposées :*** Avec suites

***Proposition de suites :*** Demande de justificatif à l'exploitant

***Proposition de délais :*** 01/01/26



**N° 11 : État des matières stockées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 et 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 49 État des matières stockées. Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.  Article 50 État des matières stockées-dispositions spécifiques. Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

<p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un état des matières stockées conformes aux dispositions des articles 49 et 50 de l'arrêté du 04/10/2010.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit établir un état des matières stockées conforme aux dispositions des articles 49 et 50 de l'arrêté du 04/10/2010 et le transmettre à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 01/01/26</p>

**N° 12 : Solvants : Plan de gestion**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, PGS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer la quantité de solvant consommée par an. L'information n'a pas non plus été transmise dans les suites de l'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet un bilan de sa consommation annuelle de solvant sous 1 mois. Le cas échéant, l'exploitant met en place un plan de gestion des solvants avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026 et effectue chaque année la déclaration annuelle de ses émissions sur la plateforme GEREPE.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 13 : Champ d'application du règlement REACH**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 1, 2 et 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, REACH</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'article 1 et 2 donnent le champ d'application et l'article 3 des définitions.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat confidentiel</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>